



Déclaration liminaire CTL du 24 octobre 2017

Monsieur le président,

Sans revenir sur les dérapages verbaux d'un Président de la République qui se vantait d'incarner un renouveau, mais qui, au bout du compte, affiche surtout un renouveau dans le mépris envers ses concitoyens (sauf les plus fortunés), nous ne pouvons malheureusement que constater sa volonté de détricoter la fonction publique, et plus particulièrement la DGFIP.

Lorsqu'on annonce, à la veille du mouvement fonction publique du 10 octobre 2017, que celui-ci ne sera qu'une péripétie de plus, tout est dit.

Au Ministère des Finances, ministère toujours en pôle position dans le « jeu » des suppressions d'emplois, le taux de grévistes est de 27,94%, 32,45% à la DGFIP, **40,4% à la DDFIP 39.**

Appelez-vous cela une péripétie ?

Nous appelons cela un ras le bol. Les collègues se sentent déconsidérés au niveau humain, matériel, salarial.

Ils vous rappellent, par cette forte mobilisation, qu'ils ne sont pas des variables d'ajustement ou du bétail !

Ils vous rappellent qu'ils sont attachés au Service Public qu'ils rendent à leurs concitoyens.

Que comptez vous faire ? Considérez-vous que 40,4% ne représentent rien ?

Allez-vous prendre vos responsabilités et porter réellement le message des agents de la DD-FIP ou bien participer à la mise à mort de notre Administration ?

A voir l'ordre du jour de ce CTL, nous connaissons la réponse.

- S'agissant du projet de «Caisses sans numéraire», dispositif de suppression de mission déjà mis en œuvre dans d'autres directions, la DDFIP 39 souhaite s'associer et organiser cette perte de compétence, laquelle constitue une première étape du dépeçage du réseau. La caisse sans numéraire pénalisera en premier lieu celles et ceux que les sociologues appellent les « invisibles », les « petites gens », celles et ceux qui n'ont plus de chéquier, pas forcément de carte bleue, pas non plus de moyens de locomotions, bref, celles et ceux qui ont encore le souci d'assumer leurs obligations mais plus beaucoup de moyens.

C'est de ce public dont l'administration veut se défaire, c'est sur le dos de celui-ci que l'administration veut faire des économies parce qu'elle considère que le service rendu -leur permettre de payer en numéraire une créance publique- coûte trop cher par rapport à ce que ce public contribue.

- S'agissant de la formation des agents animateurs des MSAP (Maisons de Services au Public), la DDFIP 39 lance ici encore un signal très inquiétant aux agents. En effet, non contente de fermer les services, non contente de pousser l'usager hors de nos murs de peur d'être envahie sans doute, elle soutient la création des MSAP en envoyant les agents former les animateurs de ces MSAP. La DDFIP 39 scie la branche sur laquelle elle est assise. Dans notre département, douze MSAP ont vu le jour, celle de Bletterans se trouve en face de la trésorerie. De qui se moque-t-on ?
- Concernant la communication sur les services civiques :

Nous ne sommes pas dupes, nous demandons le recrutement d'agents par le biais des concours existants. Nous ne cessons de dénoncer les suppressions continues de postes années après années. La DGFIP est tellement consciente des conséquences du manque de personnel qu'elle essaie de pallier ce déficit par le recrutement "d'agents payés au rabais" : services civiques et apprentis.

Ultime provocation, le DG Bruno PARENT se glorifie, en publiant, en première page d'Ulysse, ses ambitions de détruire tous les droits et garanties accordés aux agents en matière de mutation.

Les taux de grève du dernier mouvement devraient pourtant inciter à la réflexion : les agents ont pris conscience que le démantèlement de la DDFIP 39 s'accélère, avec en perspective une mort certaine. Nos élites n'ont donc pas conscience de danser sur un volcan ?